

Tempête en haute montagne: L'ascension du Sommet Bio échoue

Le thème du Sommet Bio du 21 juin à Zofingue, le libre-échange agricole, n'a pas abouti au dialogue constructif entre fondamentalistes et réalistes de tout bord espéré et attendu par les organisateurs. Même s'il serait urgemment nécessaire. Fossés idéologiques infranchissables et vents assourdissants ont donc empêché l'ascension de cette année.

La réalité de «La Suisse, Pays Bio» possède plusieurs facettes. Dans la superbe vieille ville moyenâgeuse de Zofingue, agriculteurs, transformateurs et commerçants de Suisse et d'ailleurs proposent leurs spécialités. Bio Suisse et Demeter distinguent les meilleurs müslis par un concours de qualité. Au centre de cette animation haute en couleurs, une rue orange – pas à cause de l'équipe nationale hollandaise qui allait perdre le même soir les quarts de finales contre la Russie, mais à cause de la Migros, qui sponsorise de nouveau le BioMarché et présente là, un peu froidement, son assortiment bio. Présenter tant de facettes si diverses en même temps dans un espace aussi restreint – une belle gageure pour le mouvement bio. Il fait chaud et c'est le jour le plus long... de l'année.

Pour le 8^{ème} Sommet Bio organisé à l'Hôtel de Ville de Zofingue par le Bioforum Schweiz et Demeter, les réalités du marché attendent la petite cinquantaine de personnes qui viendront assister au débat. La question posée dans l'invitation, «les denrées alimentaires sont-elles des marchandises comme les autres», semble attirer un public acquis d'avance à l'agriculture biologique.

Remontrances morales

Il est «moralement impératif» de se poser cette question, a déclaré l'oratrice principale Veronika Bennholdt-Thomsen, directrice de l'Institut für Theorie und Praxis der Subsistenz de Bielefeld (Allemagne). Il faut pour cela impérativement se poser la question qui scinde l'économie agricole et alimentaire en deux camps: l'agriculture doit-elle tout d'abord générer des profits comme tout autre secteur de l'économie, ou l'agriculture a-t-elle pour mission primordiale de nourrir l'humanité? Impossible malheureusement de tenir cette discussion au Sommet Bio car personne ne veut y défendre la position que l'agriculture est avant tout une affaire. Les spéculateurs, qui investissent leur argent

dans des opérations à terme sur le blé ou le riz à la bourse des matières premières depuis le crash du marché immobilier américain, ne sont pas venus à Zofingue.

C'est donc Regina Fuhrer, la présidente de Bio Suisse, qui a pu laisser pendant quelques heures sa ferme et ses foins, qui a dû tendre la joue et encaisser la remontrance fondamentaliste qui aurait en fait dû être dirigée contre les tenants de la globalisation. Car lorsque les profiteurs ne sont pas là, c'est ceux d'entre nous qui sont prêts à s'asseoir avec eux à la table des négociations qui doivent rendre des comptes.

Regina Fuhrer a donc tenté – avec un succès mitigé – d'esquisser la position de Bio Suisse. Elle a ce faisant clairement affirmé que Bio Suisse ne s'engageait pas en faveur du libre-échange mais que, sous diverses conditions, elle approuvait les négociations du libre-échange avec l'UE. C'est une énorme différence: Bio Suisse n'approuve pas le libre-échange en soi mais la tenue de négociations à son sujet. Elle s'oppose par contre clairement à l'aggravation de la mutation structurelle et à la diminution du revenu agricole. Si certaines garanties peuvent être données, l'ouverture mutuelle du marché pourrait

s'avérer profitable à notre petit pays perdu au milieu de l'Europe: «Pour une petite fromagerie des Grisons, il est plus facile de vendre son fromage dans l'Espace européen qu'à Zofingue.»

C'est en vue d'obtenir pour l'agriculture de bonnes conditions cadres pour le cas où un accord de libre-échange serait conclu que Bio Suisse participe à la CISA (Communauté d'intérêts pour le secteur agro-alimentaire suisse) avec d'autres fédérations agricoles. Cette organisation permet de faire connaître à l'industrie et au commerce les intérêts et les souhaits de l'agriculture suisse. Une éventuelle ouverture des frontières concernerait d'ailleurs l'ensemble de la société. La politique agricole actuelle, qui demande plus de marché et plus d'écologie, confère à notre agriculture un contrat de société solide et bien ancré qui comprend notamment notre système de paiements directs. Ce contrat de société devrait aussi former le socle de base en cas d'application d'une politique de libre-échange, un socle de base sur lequel on pourrait bâtir une stratégie de qualité qui pourrait plus tard remplacer la confiance actuellement placée dans le protectionnisme douanier.



Marée orange – mais pas hollandaise – dans la Rue Migros du BioMarché de Zofingue.

Diabolisation du marché

Le discours de Regina Fuhrer déclencha chez Bennholdt-Thomsen une critique fondamentale de la politique agricole suisse – et de Bio Suisse qui accepte cette politique. «Plus de marché et plus d'écologie est une contradiction en soi», dit-elle alors, affirmant que le marché réduit l'écologie à néant – les principes du marché que sont les prix bas et la maximisation des profits étant les deux meules qui broient la qualité, les paysans, les prairies, les vergers, le bien-être animal – bref, tout ce qui fait que la vie est bonne.

Le libre-échange est donc selon elle une étape ultérieure de la logique du marché, car spéculer sur les denrées alimentaires n'est possible que sur un marché agricole globalisé. Le libre-échange est donc dommageable pour l'agriculture car il touche à l'équité sociale, à la protection du climat et à la biodiversité. Si ces points étaient pris au sérieux, la solution serait à portée de main – une agriculture faite de petits paysans. Pour la Suisse, pays non-membre de l'UE, il y a là beaucoup à défendre – et beaucoup à perdre.

Retour au salaire paritaire

Le combattif syndicat paysan suisse romand Uniterre veut justement préserver cette autonomie, et il prévoit pour ce faire le lancement d'une initiative populaire fédérale pour ancrer le principe de la souveraineté alimentaire dans la Constitution fédérale. Rudi Berli, maraîcher bio à Genève, présente le projet qui doit restituer à la Confédération son autorité dirigeante et interventionniste sur les marchés agricoles, autorité qu'il a progressivement démantelée ces quinze dernières années au fil de la réorientation de la politique agricole et de l'introduction des paiements directs. Les initiateurs pensent que cela forcera la Confédération à créer des places de travail dans l'agriculture et à remettre en place, avec les interprofessions, non seulement une nouvelle version de la garantie de prix agricoles couvrant les coûts de production, c.-à-d. le principe du salaire paritaire, mais aussi une garantie d'écoulement. La Confédération devra expressément prélever des droits de douane sur les denrées alimentaires importées et même, dans certains cas, avoir la possibilité de prononcer des interdictions d'importation.

Dans leur critique du libre-échange, les demandes d'Uniterre rejoignent celles de l'Union Suisse des paysans (USP) mais, selon les recherches du «Schweizer Bauer», c'est probablement en vain que le syndicat



Sommet Bio 2008 – Une ascension ratée. La cordée comprenait Hans Bieri, Rudi Berli, la conférencière principale Veronika Bennholdt-Thomsen, la modératrice Heidi Bravo de l'Union Suisse des Paysans et Regina Fuhrer.

écologiste y cherchera du soutien pour l'initiative: les aspects sociaux – centraux pour Uniterre – comme l'exigence d'une convention collective de travail pour les employés agricoles vont nettement trop loin pour l'USP. Il est beaucoup plus vraisemblable que Brugg cherche à lancer sa propre initiative contre le libre-échange.

Berli plaide en faveur du maintien du système douanier «intelligent et très bon» que la Suisse connaît aujourd'hui. Il le considère quasiment comme un bastion qui protège l'agriculture paysanne et les marchés locaux et qui empêche que la production industrielle utilise le marché libre et le dumping pour faire la pluie et le beau temps dans notre pays.

Capitalisme et fenaisons

Cela n'a pas de sens de se plaindre de l'économie de gaspillage et de tous ses effets secondaires sans s'attaquer au problème de base, c.-à-d. au capitalisme, explique Hans Bieri, directeur de l'Association Suisse Industrie et Agriculture (SVIL). Le passage de l'économie de subsistance (dans laquelle chacun est responsable de produire sa propre nourriture) à l'économie basée sur la répartition du travail permet à ceux qui se sont libérés de l'agriculture, d'une part de recevoir de la nourriture, et d'autre part d'aider les paysans à faire leur travail en leur fournissant des moyens de production. Le paysan peut alors dégager un revenu qu'il utilisera pour vivre et pour continuer de fournir ses prestations. Il a néanmoins besoin d'une partie de ce revenu pour payer les frais du capital, c.-

à-d. les intérêts. Ce montant n'est donc plus à sa disposition l'année suivante pour fournir ses prestations. Cela signifie que les prestations doivent devenir toujours un peu moins chères – et donc qu'il faut augmenter continuellement les quantités produites pour qu'il reste toujours assez pour vivre. Cette démonstration permet à Bieri d'expliquer pourquoi l'économie a besoin de croissance tant que le capital reste lié à des intérêts. Vu que l'agriculture tire sa plus-value de la nature, l'économie de croissance n'est possible dans ce secteur que si une valeur marchande est attribuée aux ressources naturelles, ce qui conduit inévitablement à la sollicitation excessive des sols, des plantes, des animaux et des hommes avant d'aboutir en dernier recours à la destruction de la qualité.

Ce genre de considérations fondamentales exprimées lors du Sommet Bio ont certes montré une réalité du marché mais, malheureusement, la majorité des débatteurs et des auditeurs étaient – déjà avant le débat – trop d'accord dans leur scepticisme à l'égard du marché pour qu'une discussion fructueuse puisse s'en dégager. Le fait que Bio Suisse soit prête à discuter de l'ouverture des frontières avec l'UE a été jugé des plus sévèrement, et Regina Fuhrer s'est retrouvée seule au milieu de la tempête, sans compter qu'elle n'a pu ni participer aux discussions bilatérales lors de l'apéro qui suivait ni déguster les délicieuses spécialités régionales qu'on y servait – elle avait dû reprendre le train pour aller rentrer son foin.

Alfred Schädeli